

gouvernance économique européenne

Le vote divisé sur le paquet gouvernance souligne les limites d'une approche partielle

Le Parlement Européen a adopté aujourd'hui le compromis final sur le paquet législatif "gouvernance économique" (ou "six-pack") (1). Pour les Verts, l'accord est loin de doter l'Europe des structures de gouvernance économique dont elle a cruellement besoin. Après le vote, **Philippe Lamberts**, le porte-parole des Verts pour les affaires économiques s'est exprimé en ces termes:

"Le paquet législatif final qui a été adopté aujourd'hui ne pose pas les fondations d'une gouvernance économique européenne robuste et soutenable dont l'Europe a désespérément besoin comme cadre à long-terme pour faire face aux origines de la crise. Par ailleurs, comme le paquet a été rattrapé par les événements, l'accent mis simultanément sur les-des politiques d'austérité menées de manière simultanée dans les Etats membres et qui a été consacré dans le paquet constitue un cocktail pro-cyclique autodestructeur."

"Les Verts reconnaissent totalement la nécessité de poser des limites fortes et contraignantes aux déficits publics mais elle doit tenir pleinement compte de la justice sociale et des investissements futurs de l'UE nécessaires dont l'UE a besoin pour assurer la durabilité de l'économie. Cela suppose de s'intéresser-mettre l'accent sur aux-les recettes fiscales tout autant qu'aux-que sur les dépenses publiques. En refusant cette approche, le paquet va exacerber la pauvreté et détruire le soutien populaire au projet européen qui sont déjà mis à mal par les programmes d'austérité actuels. Cette vision partielle de la politique fiscale est un choix politique imposé par le centre-droit auquel il se cramponne malgré les preuves évidente qu'il accentue les problèmes de l'Europe."

"La situation actuelle montre que des pas beaucoup plus audacieux doivent être faits pour résoudre les défis auxquels nous faisons face. Cela implique une Union fiscale, sociale et donc politique beaucoup plus poussée, reposant notamment sur des euro-obligations combinées es à une discipline et une convergence fiscales, de même qu'une augmentation des ressources propres pour le budget européen. Il apparaît évident qu'un tel projet ne pourra être mené que par une autre majorité politique, à la fois au Parlement Européen et dans les Etats membres."

"Du côté positif, le paquet adopté prévoit la mise en œuvre d'un cadre de surveillance macroéconomique qui devrait aider à identifier les déséquilibres qui mettent en péril le fonctionnement de l'union monétaire. Comme les expériences irlandaises et espagnoles l'ont montré, un tel cadre était plus-ques'avère nécessaire, étant donné que la-majorité-des-les problèmes auxquels l'UE fait face est confrontée actuellement ne trouvent pas pour la plupart-pas leur origine dans une mauvaise gestion des finances publiques mais -bienplutôt dans des déséquilibres macroéconomiques et financiers excessifs. Le fait que les surplus comme les déficits excessifs, ainsi que les niveaux de dette privée fassent désormais l'objet d'une attention rigoureuse est-constitue clairement une amélioration majeure."

(1) Le Parlement Européen a adopté les rapports Haglund, Goulard, Ferreira, Feio, Wortmann-Kool and Ford, approuvant le compromis législatif final. Les verts ont voté contre les rapports Goulard, Feio and Wortmann-Kool.